



14^E ÉDITION DES ATELIERS DE SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

REBONDIR EN RÉSEAU

Le carrefour incontournable de notre
communauté

Quand

23, 24 et 25 mai

2023

Contexte

Pour cette 14^e édition des Ateliers, le comité organisateur et les comités scientifiques vous invitent à l'incontournable rendez-vous de santé environnementale.

Médecins en santé publique, professionnel-le-s et gestionnaires du réseau de la santé et des services sociaux sont invités à rebondir après cinq ans d'absence en présentiel, pour ainsi nous réunir et interagir sur les diverses thématiques qui animent notre quotidien professionnel.

L'édition actuelle bénéficie d'une subvention à visée éducative non restrictive de la Table de concertation nationale de santé environnementale. Cette formation est codéveloppée par le Département médical de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale, le ministère de la Santé et des Services sociaux, les directions de santé publique et l'Institut national de santé publique du Québec.

7^e étage
Hôtel Alt Montréal
120, rue Peel
Montréal (Qc)

Pour plus d'informations sur ce lieu, visitez
leur [site Web](#)



Comité organisateur

Le comité organisateur des ASE est composé de représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux, des directions de santé publique et de l'Institut national de santé publique du Québec. Le comité organisateur détermine les grandes orientations de l'événement, en plus de veiller à sa bonne réalisation.

Asma Ben Hassine, conseillère scientifique
Institut national de santé publique du Québec

Maxime Boivin, conseillère scientifique spécialisée
Institut national de santé publique du Québec

Louis-Simon Bolduc, conseiller scientifique
Institut national de santé publique du Québec

Claudine Forest, conseillère en santé environnementale
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Gwendaline Kervran, conseillère en santé environnementale
Direction de santé publique de la Capitale-Nationale

Michel Savard, médecin-conseil
Direction de santé publique des Laurentides

Comité médical

Joanne Aubé-Maurice, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-St-Laurent

Michel Savard, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Philippe Robert, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Environnement et santé publique – Un état des lieux

Horaire des journées

Après-midi du 23 mai 2023 - Salle Rose-Fuchsia – 7^e étage

12 h – 13 h	ACCUEIL DES PARTICIPANT·E·S
13 h – 13 h 05	Mot du comité organisateur des ASE 2023 Mme Maxime Boivin Institut national de santé publique du Québec
13 h 05 – 13 h 10	Mot d'ouverture Mme Marie-France Boudreault Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
13 h 10 – 13 h 20	Animation M. Philippe Robert Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale
13 h 20 – 13 h 40	La santé environnementale au XXI^e siècle M. Maximilien Debia École de santé publique de l'Université de Montréal <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
13 h 40 – 14 h 20	Atelier en petits groupes sur la surveillance M. Félix Lamothe Institut national de santé publique du Québec
14 h 20 – 14 h 40	La vulnérabilité d'un territoire : de la surveillance à l'action Mme Nolwenn Noisel École de santé publique – Université de Montréal <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
14 h 40 – 15 h	PAUSE

Environnement et santé publique – Un état des lieux (suite)

Horaire des journées

Après-midi du 23 mai 2023 - Salle Rose-Fuchsia – 7^e étage

15 h – 15 h 30	Les bons vieux classiques M. Stéphane Perron M. Mathieu Valcke Institut national de santé publique du Québec <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
15 h 30 – 16 h 15	Atelier en petits groupes sur les controverses sanitaires environnementales Mme Emmanuelle Bouchard-Bastien Institut national de santé publique du Québec
16 h 15 – 16 h 30	La nouvelle santé environnementale – Naviguer dans la complexité et dans l'incertitude Mme Isabelle Goupil-Sormany Institut national de santé publique du Québec
16 h 30 – 16 h 35	Mot de fermeture M. Philippe Robert Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale
16 h 35 – 16 h 40	Mot du comité organisateur Mme Claudine Forest Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
16 h 40 – 19 h	ACTIVITÉ DE RÉSAUTAGE – SOUPER À LA SALLE ORANGE

Horaire des journées

24 mai 2023

7 h 45 – 8 h 20	ARRIVÉE DES PARTICIPANT·E·S
8 h 20 – 8 h 25	Mot du comité organisateur des ASE 2023 Mme Maxime Boivin Institut national de santé publique du Québec
8 h 25 – 8 h 30	Mot d'ouverture M. Jean-Bernard Gamache Institut national de santé publique du Québec
8 h 30 – 17 h 05 Choix du participant	Option 1 : Quand la santé publique fait feu de tout bois Voir programme détaillé ci-contre Option 2. Le radon – ensemble, on s'en occupe Voir programme détaillé ci-contre
17 h 05 – 18 h 30	5 à 7 avec petites bouchées

Option 1 : Quand la santé publique fait feu de tout bois

Horaire des journées

24 mai 2023 – Salle Fuchsia – 7^e étage

8 h 30 – 8 h 50	Animation de la journée Mme Marie-Eve Dubuis Institut national de santé publique du Québec Mot d'ouverture Mme Isabelle Goupil-Sormany Institut national de santé publique du Québec
BLOC 1 - GÉNÉRAL	
8 h 50 – 9 h 15	Conférence sur les risques génériques associés à l'exposition à la fumée Mme Geneviève Hamelin Institut national de santé publique du Québec <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
9 h 15 – 9 h 35	Mesures de protection populationnelles à déployer en contexte de feux de végétation Mme Marie-Claude Lefebvre Institut national de santé publique du Québec <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
9 h 35 – 10 h 00	Dans le feu de l'action : quels sont les rôles de la santé publique et de la sécurité civile M. Louis-Simon Bolduc M. Joric Goulet Institut national de santé publique du Québec <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
10 h 00 – 10 h 25	PAUSE
BLOC 2 – FEUX DE BOIS INTÉRIEUR/EXTÉRIEUR	
10 h 25 – 10 h 50	Portrait de la combustion de bois de chauffage au Québec Mme Audrey Smargiassi Institut national de santé publique du Québec <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
10 h 50 – 11 h 15	Les feux de camps : l'envers du décor Mme Gwendaline Kervran Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
11 h 15 – 11 h 35	Démarche participative sur l'encadrement des feux extérieur et foyers intérieurs à Longueuil Mme Julie Caron-Malenfant Office de participation publique de Longueuil <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>
11 h 35 – 12 h	La gestion des poêles à bois à l'échelle municipale Mme Caroline Gates Ville de Québec <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq minutes</i>

Option 1 : Quand la santé publique fait feu de tout bois (Suite)

Horaire des journées

24 mai 2023 – Salle Fuchsia – 7e étage

12 h – 13 h 15	DÎNER ET RÉSEAUTAGE
BLOC 3 – FEUX DE VÉGÉTATION	
13 h 15 – 14 h 15	<p>Rapport d'expérience et présentation des outils de gestion des feux de forêt par les instances fédérales</p> <p>Mme Céline Audette M. Sylvain Ménard Mme Meghan Roushorne</p> <p>Environnement et Changement climatique Canada et Santé Canada <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de 15 minutes</i></p>
14 h 15 – 14 h 45	<p>Suivi de l'impact de la combustion de biomasse sur la qualité de l'air au Québec</p> <p>M. Marc-André Foucreault</p> <p>Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de dix minutes</i></p>
14 h 45 – 15 h	PAUSE
15 h – 16 h 15 (présentation interactive)	<p>Simulation de table : retour sur un incendie de tourbière survenu au Bas-Saint-Laurent</p> <p>M. Philippe Robert</p> <p>Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale</p> <p>Mme Joanne Aubé-Maurice Mme Guylaine Morrier</p> <p>Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-St-Laurent</p>
16 h 15 – 16 h 40	<p>Ce que nous réserve l'avenir pour les feux de végétation en climat futur – Contribution, projections et risque</p> <p>M. Yan Boulanger</p> <p>Ressources naturelles Canada <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de dix minutes</i></p>
16 h 40 – 17 h	<p>Mot de fermeture</p> <p>Mme Isabelle Goupil-Sormany</p> <p>Institut national de santé publique du Québec</p>
17 h – 17 h 05	<p>Mot du comité organisateur</p> <p>Mme Gwendaline Kervran</p> <p>Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale</p>

Option 2 : Le radon – ensemble, on s'en occupe

Horaire des journées

24 mai 2023 - Salle Rose – 7^e étage

8 h 30 – 8 h 45	Animation Mme Margaux Sadoine Institut national de santé publique du Québec Mot d'ouverture Mme Joanne Aubé-Maurice Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-St-Laurent
8 h 45 – 9 h 35	Le radon – ampleur du risque M. Jean-Claude Dessau Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de dix minutes</i>
9 h 35 – 10 h 10	Intervention de counseling radon auprès de fumeurs et fumeuses: données préliminaires M. Daniel Paquette Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de Lanaudière <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de dix minutes</i>
10 h 10 – 10 h 30	PAUSE
10 h 30 – 11 h 05	Sujets chauds du Programme national contre le radon de Santé Canada M. Mathieu Brossard Santé Canada <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de dix minutes</i>
11 h 05 – 11 h 40	Gestion du radon en milieu résidentiel – Collaboration à l'échelle municipale M. Jean-François Duchesne Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de dix minutes</i>
11 h 40 – 12 h	Le radon d'hier à aujourd'hui Mme Dominique Massie Association pulmonaire du Québec <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de dix minutes</i>
12 h – 13 h 15	DÎNER ET RÉSEAUTAGE

Option 2 : Le radon – ensemble, on s'en occupe (Suite)

Horaire des journées

24 mai 2023 - Salle Rose – 7e étage

13 h 15 – 14 h	Éléments de réflexion sur la cartographie du radon M. Patrick Poulin Institut national de santé publique du Québec <i>Présentation interactive</i>
14 h – 14 h 45 (présentation interactive)	Quelques enjeux éthiques liés à la réduction de l'exposition au radon M. Michel Déry Institut national de santé publique du Québec <i>Présentation interactive</i>
14 h 45 – 15 h	PAUSE
15 h – 16 h (Panel / Table ronde)	Et maintenant? Animation M. Éric Goyer Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides Panélistes M. Jean-Pierre Trépanier Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux de Laval M. Yv Bonnier Vigier Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie M. Jean-Claude Dessau Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
16 h – 16 h 30	Le radon en milieu de travail Mme Sabrina Gravel Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST) <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de dix minutes</i>
16 h 30 – 16 h 45	Mot de clôture et vision à long terme à soutenir Mme Marie-France Boudreault Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
16 h 45 – 16 h 50	Mot du comité organisateur des ASE 2023 M. Michel Savard Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
16 h 55 – 18 h	ACTIVITÉ DE RÉSEAUTAGE

Avant-midi du 25 mai Salle Rose-Fuchsia – 7^e étage

7 h 45 – 8 h 20	ACCUEIL DES PARTICIPANT·E·S
8 h 20 – 8 h 25	Mot du comité organisateur des ASE 2023 M. Louis-Simon Bolduc Institut national de santé publique du Québec
8 h 25 – 8 h 30	Mot d'ouverture Mme Joanne Aubé-Maurice Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent
8 h 30 – 8 h 35	Animation Mme Asma Ben Hassine Institut national de santé publique du Québec
8 h 35 – 9 h 05	Fusarium napiforme : un bon plan de libérer les plants? Mme Christine Blanchette Mme Élisabeth Lajoie Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq à dix minutes</i>
9 h 05 – 9 h 40	Mon environnement, ma santé : un projet participatif sur la qualité de l'air extérieur dans un milieu urbain qui cumule plusieurs risques environnementaux et socio-économiques M. Christian Riel-Roberge M. Philippe Robert Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq à dix minutes</i>
9 h 40 – 10 h 10	Développement d'un algorithme pour la gestion des colis suspects – Un bel exemple de collaboration MI-SE Mme Christine Blanchette Mme Reem Zewail Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq à dix minutes</i>
10 h 10 – 10 h 30	PAUSE

Place aux régions (suite)

Horaire des journées

Avant-midi du 25 mai Salle Rose-Fuchsia – 7^e étage

10 h 30 – 10 h 35	Animation Mme Asma Ben Hassine Institut national de santé publique du Québec
10 h 35 – 11 h 05	Avis d'ébullition préventif et solutions alternatives : acceptabilité sociale de trois cas pilotes québécois Mme Emmanuelle Bouchard-Bastien Mme Vicky Huppé Institut national de santé publique du Québec <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq à dix minutes</i>
11 h 05 – 11 h 35	Mon eau, mon puits, ma santé : un projet visant à favoriser la pratique de l'analyse de l'eau des puits privés M. Simon Arbour Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Chaudière-Appalaches Mme Tamari Langlais Centre de recherche du CISSS de Chaudière-Appalaches et Chaire interdisciplinaire sur la santé et les services sociaux (CIRUSSS), Université du Québec à Rimouski (UQAR) <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq à dix minutes</i>
11 h 35 – 12 h 05	Les composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) et l'eau potable Mme Daria Pereg Institut national de santé publique du Québec Mme Tania Charrette Direction de la santé publique Lanaudière <i>Cette conférence inclut une période d'échanges de cinq à dix minutes</i>
12 h 05 – 12 h 10	Mot de fermeture Mme Asma Ben Hassine Institut national de santé publique du Québec
12 h 10 – 12 h 20	Mot de clôture de la 14^e édition des ASE M. Yves Jalbert Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
12 h 20 – 12 h 25	Mot du comité organisateur Mme Asma Ben Hassine Institut national de santé publique du Québec
12 h 25 – 13 h	DÉPART DES PARTICIPANT·E·S

Environnement et santé publique – Un état des lieux

Après-midi du 23 mai 2023

Mise en contexte

La publication en juin 2023 de la mise à jour du manuel *Environnement et santé publique – Fondements et pratiques* en accès libre s'avère une opportunité pour proposer la tenue d'une demi-journée de conférences et d'ateliers portant sur les approches récentes pour documenter l'impact des agresseurs environnementaux sur la santé des populations et des écosystèmes et le rôle des acteurs de santé publique pour offrir des environnements favorables à la santé.

Comité scientifique

M. Maximilien Debia, professeur agrégé
Université de Montréal

Mme Marie-Eve Dubuis, conseillère scientifique spécialisée
Institut national de santé publique du Québec

Mme Émilie Grenier, agente de planification, de programmation et de recherche
Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Mme Isabelle Goupil-Sormany, médecin-conseil
Institut national de santé publique du Québec

Mme Nolwenn Noisel, professeure adjointe
Université de Montréal

Mme Gabriela Ponce, conseillère scientifique
Institut national de santé publique du Québec

M. Patrick Poulin, conseiller scientifique spécialisé
Institut national de santé publique du Québec

M. Philippe Robert, médecin-conseil
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Objectif général

Décrire et transposer à la pratique des intervenants de santé publique les principales méthodes et approches propres au champ de la santé environnementale.

Objectifs spécifiques

À la fin de cette activité, les participant-e-s seront en mesure de :

- Décrire des outils méthodologiques disponibles pour documenter l'impact des agresseurs de l'environnement physique;
- Utiliser certaines approches intégrées d'évaluation et de gestion des risques dans le cadre d'ateliers pratiques;
- Débattre de la complexité inhérente à la pratique en santé environnementale.

Environnement et santé publique – Un état des lieux

Quelques mots sur les conférences

Public visé

Cette journée s'adresse aux intervenants de santé environnementale (professionnel-le-s, gestionnaires et médecins-conseils en santé publique) des directions de santé publique, de l'Institut national de santé publique du Québec et du ministère de la Santé et des Services sociaux.

La santé environnementale au XXI^e siècle

M. Maximilien Debia, École de santé publique de l'Université de Montréal

Cette présentation précisera les rôles et les responsabilités des professionnel-le-s en santé environnementale, les principaux thèmes de la santé environnementale et des principaux défis rencontrés, notamment au regard de la gestion des risques. Le continuum d'intervention et le rôle des directions de santé publique seront exposés selon une approche pragmatique étagée.

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Présenter le continuum des interventions en santé environnementale.

Atelier en petits groupes sur la surveillance

M. Félix Lamothe, Institut national de santé publique du Québec

À l'aide de quatre mises en situation, les participant·e·s seront invités en petits groupes à parcourir les différentes sources de données disponibles en surveillance (infocentre, géoportail et enquêtes), à identifier les principaux écueils dans l'utilisation et l'analyse de ces données, puis à réfléchir sur l'importance de bien utiliser les données disponibles sur l'environnement et la santé dans la prise en charge des dossiers complexes.

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Identifier les principales sources de données sanitaires et environnementales disponibles aux professionnel-le-s en santé environnementale;
- Utiliser les données de surveillance en santé et environnement pour qualifier une menace à la santé;
- Débattre des limites des données de surveillance disponibles et des solutions possibles pour répondre à un signalement.

La vulnérabilité d'un territoire : de la surveillance à l'action

Mme Nolwenn Noisel, École de santé publique – Université de Montréal

Les objets de la santé environnementale sont nombreux : comment prioriser, sur quelle base et comment adapter les grandes orientations nationales à l'échelle locale en cohérence avec les réalités vécues. Cette présentation vise à offrir des pistes pour planifier l'action sur les principaux enjeux de santé environnementale en fonction des obligations réglementaires, mais aussi des vulnérabilités propres à sa région. Les outils explorés dans l'atelier précédent permettront d'appuyer le propos et une emphase particulière sera accordée aux outils de géolocalisation des vulnérabilités territoriales.

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Définir le concept de vulnérabilité et ses composantes;

- 
- Illustrer les différents déterminants de la vulnérabilité liés à l'environnement à l'aide d'exemple;
 - Expliquer comment les inégalités sociales et les déterminants sociaux de la santé modulent les effets de l'environnement sur la santé;
 - Dégager des pistes de recherche et d'action pour agir sur la vulnérabilité dans la pratique en santé environnementale.

Les bons vieux classiques

M. Stéphane Perron et M. Mathieu Valcke, Institut national de santé publique du Québec

Cette présentation fera l'inventaire des ressources et des moyens à la disposition des intervenants de santé publique pour mieux caractériser les agresseurs de l'environnement physique et leurs impacts. Comment produire un avis utile sans s'épuiser dans les nuances et l'expertise et savoir quelles sont les ressources disponibles pour répondre à certaines hypothèses d'impact par le biais de l'exposologie, de la toxicologie, de l'épidémiologie, de l'évaluation des risques et de la biosurveillance.

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire les avantages et les inconvénients de certaines méthodes en santé environnementale pour répondre à un signalement;
- Illustrer l'utilité des enquêtes épidémiologiques, de la biosurveillance et de l'analyse de risque pour documenter des problèmes de santé environnementale.

Atelier en petits groupes sur les controverses sanitaires environnementales

Mme Emmanuelle Bouchard-Bastien, Institut national de santé publique du Québec

Cet atelier permettra d'examiner la place des directions régionales dans la chaîne de production des connaissances au regard des controverses sanitaires environnementales et mettra sur leur rôle dans l'identification des préoccupations et des enjeux vécus par les populations locales.

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire la pluralité des enjeux et des savoirs dans le cadre d'une controverse sociosanitaire;
- Expérimenter comment les controverses peuvent contribuer à la production des connaissances en santé environnementale;
- Identifier les principes qui favorisent la résolution des conflits et le dialogue.

La nouvelle santé environnementale – Naviguer dans la complexité et dans l'incertitude

Mme Isabelle Goupil-Sormany, Institut national de santé publique du Québec

Une fois la controverse passée, que reste-t-il des actions entreprises et comment maintenir l'intérêt et la proactivité des intervenants au regard des agresseurs environnementaux? Cette présentation permettra de réfléchir aux contextes d'émergence des controverses, à mettre à profit les expériences acquises pour soutenir l'intervention de santé publique et de convenir des meilleures approches pour mobiliser les partenaires dans l'identification des problèmes et des solutions.

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire les avantages et les inconvénients des approches en réseaux;
- Intégrer les principes de la théorie de la complexité à son action de santé publique;
- Adapter son intervention de santé publique aux éléments de contexte.

Quand la santé publique fait feu de tout bois

24 mai 2023 – option 1

Mise en contexte

La fumée émise lors de la combustion du bois est un irritant reconnu en plus de contenir plusieurs contaminants de l'air, tels que des particules fines, des composés organiques volatils, des hydrocarbures aromatiques polycycliques, du monoxyde et du dioxyde de carbone. Alors qu'au Québec, le chauffage résidentiel au bois serait responsable de près de la moitié des émissions de particules fines de source anthropique en saison hivernale, les feux de camp ainsi que les feux de végétation en saison estivale (qui pourraient devenir de plus en plus fréquents en raison de l'intensification des changements climatiques) peuvent également constituer une cause de dégradation de la qualité de l'air extérieur. Certains individus et certaines instances publiques sont d'ailleurs préoccupés par l'exposition aux fumées issues de telles sources (incluant les foyers d'ambiance et les feux de camp) qui peuvent occasionner un large spectre d'effets auprès des populations exposées impliquant de simples inconforts passagers à la manifestation d'effets aigus, surtout auprès de certains groupes davantage vulnérables à la fumée.

Comité scientifique

M. Maximilien Debia, professeur agrégé
Université de Montréal

M. Philippe Robert, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Mme Joanne Aubé-Maurice, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-St-Laurent

Mme Guylaine Morrier, agente de planification, de programmation et de recherche
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-St-Laurent

Mme Gabrielle Bureau, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

M. Jean-Bernard Drapeau, agent de planification, de programmation et de recherche
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Mme Isabelle Goupil-Sormany, médecin-conseil
Institut national de santé publique du Québec

Mme Marie-Claude Lefebvre, conseillère scientifique
Institut national de santé publique du Québec

M. Patrick Poulin, coordonnateur de l'Équipe scientifique sur l'air
Institut national de santé publique du Québec

Objectif général

Appliquer une démarche de gestion des risques à la santé des populations associés aux fumées de bois de chauffage (poêles à bois), de feux de camp (ou d'ambiance) et des feux de végétation (forêts, tourbes, broussailles, etc.).

Objectifs spécifiques

À la fin de cette activité, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire les plus récentes données portant sur l'exposition des populations et les risques à la santé associés aux fumées ainsi que les défis relevant de leur évaluation;
- Identifier les leviers et des pistes d'action à considérer par les intervenants des directions de santé publique afin d'assurer une prise en charge cohérente des divers enjeux associés à la problématique des feux (notamment en accord avec la structure de sécurité civile et les rôles du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs [MELCCFP] et des municipalités);
- Analyser les options de gestion du risque populationnel associé aux fumées de feux de bois et de végétation;
- Interpréter adéquatement les résultats de mesures de qualité de l'air extérieur disponibles (notamment ceux fournis par le laboratoire mobile du MELCCFP [TAGA]) dans un contexte de feux de végétation;
- Prédire l'effet des changements climatiques sur la problématique des feux de végétation et du cumul de risques sur certaines populations vulnérables;
- Identifier les partenaires concernés par la gestion des feux et des fumées, leurs rôles et leurs responsabilités ainsi que les avenues de collaboration nécessaires à une prise en charge harmonisée des différents enjeux associés;
- Analyser certains aspects éthiques et d'acceptabilité associés à la gestion du risque des fumées de bois (notamment pour les feux de camp et de foyers).

Quand la santé publique fait feu de tout bois

Quelques mots sur les conférences

Public visé

Cette journée s'adresse aux intervenants de santé environnementale (professionnel-le-s, gestionnaires et médecins-conseils en santé publique) des directions de santé publique, de l'Institut national de santé publique du Québec et du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Conférence sur les risques génériques associés à l'exposition à la fumée

Mme Geneviève Hamelin, Institut national de santé publique du Québec

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Distinguer les dangers potentiels découlant de l'exposition aux fumées de feux;
- Identifier les principaux contaminants associés à l'exposition aux fumées de feux;
- Distinguer les risques à la santé relatifs à l'exposition à ces contaminants.

Mesures de protection populationnelles à déployer en contexte de feux de végétation

Mme Marie-Claude Lefebvre, Institut national de santé publique du Québec

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire les principales mesures de protection déployées dans un contexte de feux de végétation;
- Identifier les mesures jugées pertinentes et efficaces dans ce contexte.

Dans le feu de l'action : quels sont les rôles de la santé publique et de la sécurité civile

M. Louis-Simon Bolduc et M. Joric Goulet, Institut national de santé publique du Québec

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire la structure de gestion intersectorielle du risque en cas de feux de forêt;
- Établir le rôle des autorités de santé publique dans cette structure de gestion.

Portrait de la combustion de bois de chauffage au Québec

Mme Audrey Smargiassi, Institut national de santé publique du Québec

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Connaître la distribution intraprovinciale des résidences avec appareil de combustion du bois;
- Se familiariser avec les données et les approches pouvant être utilisées pour estimer les émissions (et les concentrations) de polluants issus de la combustion résidentielle du bois à l'échelle de la province.

Les feux de camps : l'envers du décor

Mme Gwendaline Kervran, direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Illustrer les différents facteurs de risque relatifs à cette pratique ;
- Discuter les différents enjeux associés aux feux de camp.

Démarche participative sur l'encadrement des feux extérieurs et foyers intérieurs à Longueuil.

Mme Julie Caron-Malenfant, Office de participation publique de Longueuil

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire le processus de consultation publique mis en place par la ville de Longueuil relatif aux nuisances occasionnées par la fumée de combustion de bois;
- Rapporter les résultats de cette consultation publique.

La gestion des poêles à bois à l'échelle municipale

Mme Caroline Gates, Ville de Québec

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire le processus de mise en place d'un règlement municipal par la Ville de Québec sur le chauffage au bois et les feux extérieurs;
- Rapporter les effets de ce règlement en matière d'acceptabilité sociale et de retombées pour la population.

Rapport d'expérience et présentation des outils de gestion des feux de forêt par les instances fédérales

Mme Céline Audette, M. Sylvain Ménard et Mme Meghan Roushorne, Environnement et Changement climatique Canada et Santé Canada

Cette présentation permettra d'aborder :

- L'utilisation de petits capteurs pour mesurer les particules dans la fumée des feux de forêt;
- Le système de prévision de qualité de l'air incluant les émissions des feux de forêt;
- L'expérience vécue en Colombie-Britannique : développement et usage de messages de santé publique et autres outils pertinents.

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Démontrer l'utilité de capteurs pour mesurer les particules dans la fumée des feux de forêt;
- Décrire le système de prévision de qualité de l'air incluant les émissions des feux de forêt;
- Discuter de l'expérience vécue en Colombie-Britannique concernant le développement et l'usage de messages de santé publique et autres outils pertinents.

Suivi de l'impact de la combustion de biomasse sur la qualité de l'air au Québec

M. Marc-André Foucreault, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Présenter le réseau de stations de mesures des contaminants de l'air du MELCCFP;
- Interpréter les données environnementales issues de ce réseau de stations de mesures pour gérer adéquatement le risque populationnel.



Simulation de table : retour sur un incendie de tourbière survenu au Bas-Saint-Laurent

M. Philippe Robert, direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale ainsi que Mme Joanne Aubé-Maurice et Mme Guylaine Morrier, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-St-Laurent

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Illustrer les différentes phases d'évaluation des risques liés à la qualité de l'air lors d'un épisode de feu de végétation;
- Décrire les différentes étapes de gestion du risque liés à la qualité de l'air lors d'un épisode de feu de végétation;
- Identifier les enjeux opérationnels dans la mise en œuvre des mesures de protection.

Ce que nous réserve l'avenir pour les feux de végétation en climat futur – Contribution, projections et risque

M. Yan Boulanger, Ressources naturelles Canada

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Interpréter les projections climatiques dans un contexte de prévision des feux de végétation;
- Expliquer les différents facteurs qui pourraient influencer ces prévisions;
- Identifier les populations davantage vulnérables à subir les conséquences de ces feux.

Le radon – ensemble, on s'en occupe

24 mai 2023 – option 2

Mise en contexte

Depuis la publication de l'avis intitulé *Le radon au Québec – Évaluation du risque à la santé et analyse critique des stratégies d'intervention* en 2004 et l'abaissement de la ligne directrice fédérale en 2007, passant de 800 à 200 Bq/m³, de nombreuses activités de santé publique ont été mises en œuvre avec de multiples partenaires intersectoriels afin de limiter l'exposition de la population québécoise au radon. Cependant, l'ampleur du risque et certains enjeux associés à la gestion de l'exposition au radon demeurent encore à ce jour méconnus des intervenants et des partenaires du réseau de la santé, ce qui soulève d'autres enjeux, notamment de nature éthique. Leur mobilisation pour prendre en charge la problématique du radon constitue néanmoins un élément crucial pour endiguer ce problème. Soulignons que le radon demeure la deuxième cause de cancer du poumon, après le tabagisme, et qu'il s'agit de la première cause de ce cancer chez les non-fumeurs. Au Québec, de 10 à 16 % des décès par cancer du poumon sont associés au radon (MSSS, 2021).

Comité scientifique

M. Maximilien Debia, professeur agrégé
Université de Montréal

M. Jean-Claude Dessau, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

M. Michel Savard, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

M. Michel Savard, agent de planification, de programmation et de recherche
Direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean

M. Christian Roy, conseiller en santé environnementale
Ministère de la Santé et des Services sociaux

M. Fabien Gagnon, médecin-conseil
Direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Mme Margaux Sadoine, conseillère scientifique
Institut national de santé publique du Québec

M. Patrick Poulin, conseiller scientifique spécialisé
Institut national de santé publique du Québec

Objectifs généraux

Objectif 1 : Mettre à jour, pour les intervenants du réseau de santé publique, les informations concernant le risque à la santé et divers enjeux sociaux associés à la problématique du radon.

Objectif 2 : Offrir un espace de concertation pour discuter des interventions les plus efficaces à déployer en matière de santé publique contre le radon et solutionner des enjeux sociaux spécifiques et/ou émergents.

Objectif 3 : Outiller les intervenants régionaux afin qu'ils entreprennent les interventions appropriées à leur situation.

Objectifs spécifiques

À la fin de cette activité, les participant-e-s seront en mesure de :

- Saisir l'ampleur du risque associé au radon en comparaison avec d'autres expositions radiologiques et d'autres contaminants cancérigènes de l'air intérieur;
- Connaître les interventions pertinentes à déployer à l'échelle municipale et régionale;
- Consolider l'approche réseau entre les intervenants de santé publique et les experts de l'INSPQ dans leurs interventions visant à atténuer le risque associé à l'exposition au radon;
- Discuter de la pertinence d'intégrer la mise à jour de la cartographie dans les stratégies d'intervention au niveau régional ou municipal;
- Faire connaître les besoins des intervenants de santé publique afin de permettre une meilleure prise en charge du dossier.

Le radon – ensemble, on s'en occupe

Quelques mots sur les conférences

Public cible

Cette journée s'adresse essentiellement aux intervenants de santé environnementale et de santé au travail (professionnel-le-s, gestionnaires et médecins-conseils en santé publique), mais aussi aux intervenants de promotion des directions de santé publique, de l'Institut national de santé publique du Québec et du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le radon – ampleur du risque

M. Jean-Claude Dessau, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Présenter les principales notions de base relatives à la problématique du radon;
- Rapporter le risque à la santé relatif au radon;
- Décrire les principales orientations de gestion du risque préconisées.

Intervention de counseling radon auprès de fumeurs et fumeuses: données préliminaires

M. Daniel Paquette, direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de Lanaudière

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Comprendre les effets d'un counseling radon sur la perception du risque synergique du radon et du tabagisme.
- Expliquer les effets de l'intervention sur l'intention de dépister le radon chez les fumeurs et fumeuses.
- Préciser les enjeux relatifs à la mise en place d'une intervention de counseling radon auprès de fumeurs et fumeuses.

Sujets chauds du Programme national contre le radon de Santé Canada

M. Mathieu Brossard, Santé Canada

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire le rôle de Santé Canada dans la gestion du radon;
- Présenter la stratégie de gestion du risque soutenue par Santé Canada;
- Identifier les différents leviers d'action promus par Santé Canada.

Gestion du radon en milieu résidentiel – collaboration à l'échelle municipale

M. Jean-François Duchesne, direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Illustrer l'approche de gestion du radon à l'échelle municipale appliquée dans la région de la Capitale-Nationale;
- Identifier les rôles potentiels des municipalités en matière de gestion du radon;
- Préciser les différents avantages et enjeux relatifs à cette approche.

Le radon d'hier à aujourd'hui

Mme Dominique Massie, Association pulmonaire du Québec

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Présenter la stratégie communicationnelle de Poumon Québec;
- Décrire l'initiative cartographique développée par Poumon Québec.

Éléments de réflexion sur la cartographie du radon

M. Patrick Poulin, Institut national de santé publique du Québec

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Expliquer l'origine et l'utilité de la cartographie provinciale du radon;
- Utiliser la cartographie du radon de façon optimale et concertée;
- Discuter des messages à articuler en cohérence avec la cartographie.

Quelques enjeux éthiques liés à la réduction de l'exposition au radon

M. Michel Désy, Institut national de santé publique du Québec

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Expliquer le fardeau tributaire de l'application des mesures d'atténuation;
- Illustrer les iniquités pouvant découler de l'application de certaines orientations de gestion du risque;
- Préciser les enjeux éthiques associés à la gestion populationnelle du radon.

Et maintenant?

Panel / Table ronde

Animation : M. Éric Goyer, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Panélistes : M. Jean-Pierre Trépanier, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

M. Yv Bonnier Vigier, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

M. Jean-Claude Dessau, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Discuter des principaux points de divergence concernant la gestion du radon à l'échelle régionale;
- Convenir des principales orientations d'atténuation du risque à prioriser à l'échelle régionale;
- Construire une nouvelle prise de position commune au regard des avenues de gestion à préconiser tant à l'échelle régionale que provinciale.

Le radon en milieu de travail

Mme Sabrina Gravel, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST)

À la fin de la séance, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire la pertinence de mener un projet de dépistage du radon en milieu de travail;
- Rapporter les principaux enjeux méthodologiques d'un tel projet.

Place aux régions

Avant-midi du 25 mai 2023

Mise en contexte

Les intervenants de santé environnementale peuvent être confrontés à plusieurs enjeux communs. Ceux-ci méritent d'être partagés et discutés. Cet atelier présente donc six conférences lesquelles facilitent le partage des expériences pertinentes et d'échanges sur des questionnements communs qui peuvent survenir lors de la prise en charge d'une problématique de santé environnementale.

Objectifs généraux des conférences

- Appliquer les connaissances de base en gestion de risque dans un contexte d'exposition inhabituelle à des moisissures;
- Partager la démarche et les leçons apprises d'un projet partenarial et participatif pour documenter et agir sur la qualité de l'air extérieur dans un milieu défavorisé;
- Illustrer la réponse de santé publique lors de la gestion d'un colis suspect de nature chimique ou biologique;
- Reconnaître les facteurs qui modulent l'acceptabilité sociale de solutions de remplacement pour l'approvisionnement en eau potable;
- Discuter des résultats d'évaluation d'un programme pilote ancré dans la communauté visant à accroître la pratique de l'analyse de l'eau des puits privés;
- Informer sur l'état actuel des connaissances concernant les PFAS et l'eau potable.

Comité scientifique

Mme Asma Ben Hassine, conseillère scientifique
Institut national de santé publique du Québec

M. Louis-Simon Bolduc, conseiller scientifique
Institut national de santé publique du Québec

Place aux régions

Quelques mots sur les conférences

Fusarium napiforme : un bon plan de libérer les plants?

Mme Christine Blanchette et Mme Élisabeth Lajoie, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie

Dans le cadre de son programme d'inspection régulier, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a précautionné la mise en quarantaine des plants d'une serre de la Montérégie qui présentaient des signes d'anomalies. Durant son investigation, l'ACIA a détecté du *Fusarium napiforme*. Ce type de microorganisme ne figurant pas sur la liste des organismes faisant l'objet d'une surveillance par l'ACIA, celle-ci s'apprêtait à lever la quarantaine. Le *Fusarium napiforme* pouvant avoir des effets sur la santé humaine, l'ACIA a toutefois consulté l'équipe de santé environnementale de la Montérégie pour vérifier si la situation représentait un enjeu pour la santé publique, auquel cas l'ACIA maintiendrait l'isolement du lot.

Cette conférence vise à appliquer les connaissances de base en gestion de risque dans un contexte d'exposition inhabituelle à des moisissures.

À la fin de cette activité, les participant·e·s seront en mesure de :

- Analyser une situation de menace appréhendée à l'aide du cadre de référence de gestion des risques de l'INSPQ;
- Illustrer l'arrimage entre les équipes de santé environnementale et de santé au travail pour l'analyse des données et la gestion d'un risque phytosanitaire;
- Identifier les rôles et les responsabilités des partenaires ainsi que les outils disponibles pour soutenir l'intervention.

Mon environnement, ma santé : un projet participatif sur la qualité de l'air extérieur dans un milieu urbain qui cumule plusieurs risques environnementaux et socio-économiques

M. Christian Riel-Roberge et M. Philippe Robert, direction de santé publique, centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Plusieurs régions du Québec comprennent des milieux affectés par un cumul de risques environnementaux (pollution de l'air liée aux industries ou au transport, bruit, îlots de chaleur, etc.) et socio-économiques. Le projet Mon environnement, ma santé (MEMS) constitue un exemple d'intervention populationnelle, collaborative et participative menée par une direction de santé publique pour documenter et agir sur le cumul de risques, en priorisant la qualité de l'air extérieur. La présentation abordera le cadrage du projet, la structure de gouvernance mise en place, les activités scientifiques réalisées et les leçons apprises.

Cette conférence vise à partager la démarche et les leçons apprises d'un projet partenarial et participatif pour documenter et agir sur la qualité de l'air extérieur dans un milieu défavorisé.

À la fin de cette activité, les participant·e·s seront en mesure de :

- Examiner les parallèles entre le projet MEMS et des situations ou des interventions dans leurs régions, concernant la qualité de l'air extérieur;
- Reconnaître certains impacts de la pollution de l'air et certaines méthodes utilisées pour documenter l'exposition et les impacts de plusieurs contaminants de l'air;

- Analyser les enjeux scientifiques, sociopolitiques et opérationnels rencontrés durant le projet ainsi que des leçons apprises par l'équipe de projet.

Développement d'un algorithme pour la gestion des colis suspects – Un bel exemple de collaboration MI-SE

Mme Christine Blanchette et Mme Reem Zewail, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie

La gestion des colis suspects CBRNE est complexe, dû à l'incertitude quant à la nature des colis et à la multitude d'intervenants potentiellement impliqués dans la gestion de l'événement. Il en résulte que la santé publique peut être avisée de la menace à différents moments lors de l'intervention policière et par différentes sources, ce qui peut générer de la confusion quant à la prise en charge du dossier par l'une ou l'autre des équipes au sein d'une même direction de santé publique. De plus, les cas de colis suspects n'étant pas fréquents au Québec, les intervenants de santé publique sont peu formés dans ce domaine et peuvent se sentir démunis face à l'ampleur et la complexité de la tâche.

En Montérégie, la fusion des équipes de Maladies infectieuses (MI) et Santé environnementale (SE) a mis en lumière un chevauchement des tâches dans leurs procédures de gestion des colis suspects de nature chimique ou biologique. Par conséquent, les équipes MI et SE ont harmonisé leurs procédures et développé un algorithme de réponse commun pour la gestion de ces colis suspects, permettant ainsi de clarifier les rôles et les responsabilités de ces deux équipes et de démontrer leur interrelation pour la gestion d'un même événement. Cet algorithme a été élaboré avec le souci d'être le plus simple possible afin qu'un intervenant de santé publique n'ayant jamais traité un cas de colis suspect puisse gérer le signalement (premiers éléments de base) seulement à l'aide de l'algorithme et de ses documents annexes. Cet algorithme a également été élaboré dans le respect des directives énoncées dans le *Guide de gestion des colis suspects CBRNE* publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2018.

Cette conférence vise à illustrer la réponse de santé publique lors de la gestion d'un colis suspect de nature chimique ou biologique.

À la fin de cette activité, les participant·e·s seront en mesure de :

- Organiser la réponse de santé publique pour la gestion d'un colis suspect de nature chimique ou biologique en suivant les recommandations du Guide de gestion des colis suspects CBRNE publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2018;
- Définir les rôles et les responsabilités et illustrer l'interrelation entre les volets Maladies infectieuses et Santé environnementale dans la gestion des colis suspects de nature chimique ou biologique;
- Évaluer le risque à la santé pour la population en lien avec la présence d'un colis suspect de nature chimique ou biologique.

Avis d'ébullition préventif et solutions alternatives : acceptabilité sociale de trois cas pilotes québécois

Mme Emmanuelle Bouchard-Bastien et Mme Vicky Huppé, Institut national de santé publique du Québec

Des solutions de remplacement d'approvisionnement en eau potable sont actuellement envisagées par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), en partenariat avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Ce groupe de travail tripartite a été mis en place en 2016 à la suite d'un rapport spécial du Protecteur du citoyen sur le contrôle et la surveillance des réseaux d'aqueducs privés au Québec. Il a étudié la possibilité de mettre en place des solutions de remplacement qui permettraient à ces collectivités d'avoir accès, de manière durable et fonctionnelle, à une eau potable qui respecte les normes qualité du Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP). Ces solutions de remplacement incluent, par exemple, l'utilisation d'une autre source d'approvisionnement ou la mise en place de dispositifs de traitement individuels aux bâtiments. Les collectivités québécoises visées sont-elles prêtes à adhérer à ces solutions de remplacement et, si oui, dans quelles mesures et sous quelles conditions?

Pour répondre à ces questions, le Groupe de travail sur les solutions alternatives en eau potable a entrepris un projet pilote et a mandaté l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) pour évaluer la pertinence et la faisabilité du déploiement de solutions de remplacement à l'ensemble des municipalités et des réseaux privés du Québec aux prises avec des problématiques de mise à niveau de leurs infrastructures d'eau potable. Cette présentation vise à mettre en valeur cette initiative en cours et à dégager les enjeux sociaux et sanitaires qui y sont associés.

Cette conférence vise à reconnaître les facteurs qui modulent l'acceptabilité sociale de solutions de remplacement pour l'approvisionnement en eau potable.

À la fin de cette activité, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire la genèse du projet d'évaluation des solutions de remplacement pour les réseaux du Québec aux prises avec des problématiques de mise à niveau de leurs infrastructures d'eau potable;
- Décrire les enjeux sanitaires, environnementaux, politiques et économiques de trois cas pilotes;
- Identifier les obstacles, les défis, les préoccupations et les conditions gagnantes associés aux solutions de remplacement pouvant être proposées.

Mon eau, mon puits, ma santé : un projet visant à favoriser la pratique de l'analyse de l'eau des puits privés

M. Simon Arbour, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Chaudière-Appalaches et Mme Tamari Langlais, Centre de recherche du CISSS de Chaudière-Appalaches et Chaire interdisciplinaire sur la santé et les services sociaux (CIRUSSS)

Avec la participation de Mme Lily Lessard, Centre de recherche du CISSS de Chaudière-Appalaches et Chaire interdisciplinaire sur la santé et les services sociaux (CIRUSSS)

Près du quart de la population de Chaudière-Appalaches s'approvisionne en eau à partir de puits privés. Il incombe aux propriétaires de puits de s'assurer de la potabilité de leur eau. Or, peu d'entre eux la font régulièrement analyser, ce qui peut exposer les membres de leur ménage à des contaminants pouvant nuire à la santé. Le programme Mon eau, mon puits, ma santé vise à



modifier ce comportement en réduisant les obstacles à l'analyse de l'eau des puits privés. Ce dernier est coconstruit avec la santé publique, l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), des organismes de bassins versants ainsi que plusieurs autres partenaires. Il a été déployé dans quatre municipalités en 2022.

Cette conférence vise à discuter des résultats d'évaluation d'un programme pilote ancré dans la communauté visant à accroître la pratique de l'analyse de l'eau des puits privés.

À la fin de cette activité, les participant·e·s seront en mesure de :

- Identifier les principaux obstacles à la pratique de l'analyse de l'eau par les propriétaires de puits privés;
- Décrire la stratégie employée par le programme Mon eau, mon puits, ma santé pour réduire ces obstacles;
- Identifier les effets du programme quant à la réduction de ces obstacles et à l'augmentation de la pratique de l'analyse d'eau par les propriétaires de puits privés de Chaudière-Appalaches.

Les composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) et l'eau potable

Mme Daria Pereg, Institut national de santé publique du Québec et Mme Tania Charrette, direction de santé publique, centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Lanaudière

Avec la participation de Mme Gabriela Ponce et M. Mathieu Valcke, Institut national de santé publique du Québec

Les substances per et polyfluoroalkylés (PFAS) forment une famille chimique complexe de plusieurs milliers de composés organiques fluorés. Elles sont exploitées depuis les années 1940 en raison de leur propriétés ignifuges, antitaches, antiadhésives, émulsifiantes et imperméabilisantes. De très nombreux produits de consommation en contiennent (ex. revêtements antiadhésifs [ex. TeflonTM], produits imperméabilisants ou antitaches [ex. Gore-texTM, ScotchGard TM]). Toutes les PFAS n'ont pas les mêmes propriétés, mais elles sont en général très stables, ce qui les rend résistantes à la dégradation et persistantes dans l'environnement où elles sont maintenant omniprésentes. Cette contamination diffuse est à la source d'une exposition environnementale et alimentaire à des mélanges complexes de PFAS touchant l'ensemble de la population.

Plusieurs études suggèrent que l'exposition chronique à certaines PFAS pourrait être associée à certains effets, notamment une diminution des taux d'anticorps après la vaccination, une dyslipidémie, une faible diminution du poids de naissance ainsi que le cancer du rein. La plupart des effets rapportés sont liés aux PFAS les plus étudiées (le PFOS et le PFOA) et dont l'utilisation est maintenant restreinte, alors que les effets associés aux mélanges ou à certaines PFAS émergentes sont plus difficiles à cerner. Il subsiste à ce jour de nombreuses incertitudes concernant la probabilité d'occurrence et la gravité des effets adverses attendus selon les niveaux d'exposition. Des études épidémiologiques récentes suggèrent que certains effets pourraient se produire à des niveaux d'exposition plus faibles que ceux initialement anticipés (le [site Web de l'INSPQ sur les PFAS](#) fournit de plus amples détails à ce sujet). Ces récentes études ont mené certains organismes aviseurs à réévaluer à la baisse les valeurs toxicologiques de référence ou valeurs guides pour certaines PFAS.

Au cours des derniers mois, des études et des campagnes d'échantillonnage du MELCCFP ont permis de fournir un portrait préliminaire des concentrations de PFAS retrouvées dans l'eau potable au Québec. Ces données soulèvent le besoin de s'appuyer sur les valeurs guides appropriées afin de soutenir l'intervention de santé publique. Certains organismes aviseurs, incluant Santé Canada, proposent une approche basée sur une somme de PFAS et visant la réduction globale de l'exposition aux PFAS par l'eau potable.



Certaines de ces propositions s'appuient explicitement ou non sur l'application du principe ALARA (*As Low As Reasonably Achievable*), visant à réduire les concentrations dans l'eau potable au niveau le plus faible raisonnablement atteignable.

Dans un contexte où les PFAS sont omniprésentes dans l'environnement et que plusieurs organismes aviseurs ne se sont pas encore positionnés officiellement au regard des valeurs guides ou des normes pour l'eau potable, les acteurs de santé publique font face à des défis non négligeables, notamment en ce qui concerne l'interprétation des valeurs guides et des recommandations, l'évaluation du risque sanitaire ainsi que la gestion de cette problématique.

Cette conférence vise à informer sur l'état actuel des connaissances concernant les PFAS et l'eau potable.

À la fin de cette activité, les participant·e·s seront en mesure de :

- Décrire brièvement les PFAS et certaines sources d'exposition;
- Décrire les principaux effets sur la santé connus et les limites des connaissances associées;
- Identifier et interpréter certaines valeurs guides disponibles pour les PFAS dans l'eau potable et leurs limites respectives.

Accréditation

La présente activité constitue une activité de développement professionnel reconnue (catégorie A) au sens que lui donne le Collège des médecins du Québec pour laquelle le centre Pédagogia reconnaît un maximum de 12,15 heures en Catégorie A. Les participants doivent réclamer un nombre d'heures conforme à la durée de leur participation.

Pour tout autre professionnel, cette activité donne une attestation de 1.215 UEC ou 12,15 heures de participation. Les participants doivent réclamer à leur ordre respectif un nombre d'heures conforme à la durée de leur participation.

Informations pratiques

Comment s'y rendre?

Hôtel Alt Montréal

120, rue Peel

Montréal (Québec) H3C 0L8

Numéro sans frais : 1 855 823-8120

[Google Maps \(le lien est externe\)](#)

En métro

L'Hôtel Alt Montréal se situe à [15 minutes de marche \(le lien est externe\)](#) de la station Bonaventure de la ligne orange.

En train

L'Hôtel Alt Montréal se situe à [15 minutes de marche \(le lien est externe\)](#) de la Gare centrale de Montréal.

En voiture

Un stationnement intérieur payant [accessible depuis la rue Young \(le lien est externe\)](#) est mis à la disposition des clients, incluant des bornes de recharge universelles pour véhicules électriques. La recharge est incluse avec le stationnement.

- Jusqu'à 12 heures : 15,50 \$
- Pour 24 heures : 26 \$

Des vignettes de stationnement quotidiennes permettant des entrées et des sorties multiples sont disponibles à l'accueil de l'hôtel.

Vous avez des difficultés à vous déplacer pour des raisons particulières? Vous pouvez contacter ces services de taxis de la métropole ou encore utiliser l'application Uber pour planifier vos déplacements :

- [Taxi Champlain \(le lien est externe\)](#)
- [Taxi COOP \(le lien est externe\)](#)
- [Taxi Diamond \(le lien est externe\)](#)
- [Uber \(le lien est externe\)](#)

Ouverture du comptoir d'inscription pour les ASE

L'ensemble des participant-e-s sont attendus au 7^e étage de l'hôtel Alt à Montréal dans l'heure qui précède le début des journées à laquelle ils se sont inscrits. D'ici les ateliers, vous êtes invités à prendre connaissance de la programmation de ces 14^e édition des ASE.

Prenez note que, dans le cadre de cette édition, seuls les participant-e-s inscrits lors de la période à cet effet auront accès aux formations. Aucune inscription de dernière minute ne sera autorisée à la table d'accueil de l'événement.

À votre arrivée, vous êtes invités à récupérer votre cocarde à la table d'accueil (en avant des ascenseurs au 7^e étage). Vous pourrez profiter des foyers et de la terrasse accessible durant l'ensemble de l'événement. Vous aurez accès aux salles de conférences 30 minutes avant le début des activités de la journée. Au besoin, vous pourrez déposer vos effets personnels dans les vestiaires attitrés à l'événement.

Cocarde d'identification

Vous recevrez, au comptoir d'inscription, une cocarde d'identification à porter en tout temps.

Vestiaire

Un vestiaire gratuit est situé dans les salles Fuchsia et Rose, situées au 7^e étage.

Une consigne pour les bagages est aussi prévue. Vous pourrez vous renseigner à l'accueil de l'hôtel le moment venu.

Programmes détaillés des activités

Pour des raisons d'écoresponsabilité et le respect de la politique de Zéro déchet, aucune documentation en format papier ne sera fournie par les organisateurs des Ateliers de santé environnementale. Le comité organisateur affichera la programmation quotidienne à l'entrée des salles. De plus, le programme sera aussi disponible en ligne sur le site Web ainsi que sur le Campus virtuel de l'INSPQ.

Le-la participant-e est donc responsable d'imprimer toute documentation à sa convenance avant son arrivée sur le site.

Matériel pour prendre des notes

Pour les besoins d'apprentissage, de formation et de rétention des notions, toutes les salles de l'Hôtel Alt Montréal incluront : tableau à feuilles, blocs-notes et stylos.

Wi-Fi

Le Wi-Fi gratuit est inclus dans toutes les salles de l'Hôtel Alt Montréal.